

Conflit et déplacement au Kasai

Janvier 2018



À PROPOS DE L'INTERNATIONAL REFUGEE RIGHTS INITIATIVE

Fondée en 2004, l'organisation International Refugee Rights Initiative (IRRI) a pour but d'éclairer et d'améliorer les mesures qui sont prises en réponse aux cycles de violences et de déplacements qui sont au cœur des violations des droits humains à grande échelle.

Nous avons élaboré au cours des 13 dernières années une approche globale de la protection des droits humains avant, pendant et à la suite d'un déplacement de population, en nous concentrant sur les éléments suivants :

- identifier les violations à l'origine du déplacement et de l'exil,
- protéger les droits des personnes déplacées, et
- veiller à ce que les solutions apportées à leur déplacement soient durables, respectueuses des droits, sûres et sans délai.

Nous œuvrons non seulement à faire entendre au niveau international, mais aussi à faire prendre en compte, la voix des déplacés et des communautés touchées par un conflit, par nos activités de plaidoyer fondées sur des faits et s'appuyant sur des recherches de terrain et une analyse approfondies.

Nous sommes inscrits comme organisme à but non lucratif aux États-Unis, au Royaume-Uni et en Ouganda.

www.refugee-rights.org

À PROPOS DE CE DOCUMENT

Thijs Van Laer a mené les recherches de terrain et rédigé le rapport. Tigranna Zakaryan, Lucy Hovil et Andie Lambe ont apporté leur contribution et leur soutien. L'équipe fait part de son immense gratitude à tous ceux qui ont facilité la recherche et qui ont donné de leur temps et participé à l'étude. Le rapport original a été rédigé en anglais, en cas de divergence entre la version anglaise et la version française, la version anglaise prévaut.

Photo de couverture : Centre de réception de Cacanda, 2017 © IRRI

Tous droits réservés. Les documents peuvent être librement diffusés et utilisés à des fins éducatives, militantes et non lucratives, à condition d'en indiquer la source. En dehors de ces cas, cette publication ne peut être reproduite, en totalité ou en partie, archivée ou transmise sous quelque forme et par quelque procédé que ce soit, électronique, mécanique, photocopie, enregistrement ou autre, sans l'autorisation écrite de Refugee Rights Initiative.

Table des matières

Résumé	4
Cartes	6
Recommandations	7
Méthodologie.....	9
Contexte.....	10
Les origines de la violence	10
Une crise majeure en termes de déplacements.....	12
Le contexte national	13
Violences en RDC	15
Cinq : pas seulement des massacres ethniques.....	15
Kamako : atrocités de la milice, brutalité de l'armée.....	19
Sumbula : « Ils tiraient sur tout le monde »	22
Élargir la perspective	24
Liens avec la situation politique nationale.....	24
Responsabilité individuelle	25
Réaction internationale.....	27
Conclusion	29

Résumé

Depuis la mi-2016, de terribles atrocités ont été commises dans la région du Kasai en République démocratique du Congo (RDC), forçant de nombreuses personnes à quitter leur foyer et même leur pays. Même si beaucoup sont en train de rentrer chez elles, la situation au Kasai demeure explosive, avec la possibilité que des conflits similaires émergent ailleurs en RDC, au moment où la situation politique au sens large continue à se dégrader.

Le conflit au Kasai – auparavant une partie stable, quoique pauvre, du pays – a éclaté lorsque les forces de sécurité congolaises ont tué Jean-Pierre Mpandi, un chef coutumier, ce qui a poussé ses partisans à monter une milice antigouvernementale appelée *Kamuina Nsapu*. Des demandeurs d’asile, interrogés en Angola par International Refugee Rights Initiative (IRRI), ont décrit comment cette milice a assassiné des représentants de l’État, et dans certains cas des citoyens ordinaires, en mars et avril 2017 dans des localités du Sud du Kasai.

Lorsque les militaires ont réussi à reprendre à la milice le contrôle de ces localités, ils ont commis de graves atteintes aux droits humains. Des témoins ont décrit à IRRI qu’au lieu de protéger les civils qui avaient souffert de la présence de la milice, les soldats se sont mis à violer des femmes, tuer des civils et piller leurs biens. Ils ont également fait usage d’une violence disproportionnée lors de leurs opérations contre les miliciens mal armés et composés de beaucoup d’enfants.

Des responsables provinciales, après avoir été alerté sur la violence, n’ont pas pris des mesures afin d’arrêter la violence. Malgré des procès contre des militaires et l’arrestation de plusieurs membres des milices, la responsabilité a été limitée, et des initiatives prises par le gouvernement congolais afin de terminer la violence se sont avérées insuffisantes.

Dans l’une des localités dont les demandeurs d’asile se sont enfuis, une milice progouvernementale, *Bana Mura*, a vaincu les miliciens de *Kamuina Nsapu*, avant de commencer à s’en prendre aux citoyens, notamment ceux du groupe ethnique associé aux *Kamuina Nsapu*. Ils avaient le soutien des fonctionnaires locaux. D’après les Nations Unies, les assassinats à motif ethnique commis par les *Bana Mura*, qui tirent leur nom de la garde présidentielle, pourraient constituer des crimes contre l’humanité.

Malgré la dimension ethnique qui marque ce conflit, il est impératif de ne pas le schématiser en y voyant un problème purement ethnique. La politisation des tensions ethniques est un phénomène courant en RDC. Ces tensions sont facilement manipulées par les acteurs politiques – à l’échelle locale et nationale – pour faire avancer leurs intérêts. C’est également le cas des violences locales détaillées dans ce rapport.

La RDC traverse actuellement une profonde crise politique. Les élections nationales destinées à élire un successeur du président Joseph Kabila auraient dû être organisées depuis novembre 2016, mais ont été reportées à de multiples reprises. Le mouvement de protestation contre cette prolongation de fait de la présence de Kabila au pouvoir a été violemment réprimé par les forces de sécurité, dont les antécédents de graves atteintes aux droits humains remontent à loin.

Les recherches d’IRRI mettent en lumière les liens entre la violence localisée dans les localités d’origine des demandeurs d’asile et l’évolution politique plus large de la RDC. La milice *Kamuina Nsapu* a mobilisé à travers un discours antigouvernemental en lien avec le fait que Kabila est resté trop longtemps au pouvoir et avec les violations commis par les forces de sécurité. Les personnes interrogées ont déclaré que l’élection présidentielle truquée de 2011 avait créé des tensions dans leurs lieux d’origine, étant donné que les différentes ethnies soutenaient des candidats différents.

La création des nouvelles provinces en 2015 a également eu des répercussions sur les relations entre les groupes ethniques présents dans ces régions, contribuant à la violence décrite dans ce rapport.

En octobre 2017, IRRI a interrogé en Angola 45 demandeurs d'asile congolais qui ont décrit le calvaire qu'ils ont vécu avant de traverser la frontière, pour l'essentiel entre mars et mai 2017. La plupart des gens avec lesquels IRRI s'est entretenue avaient fui en brousse en premier lieu. Certains ont essayé d'accéder à d'autres lieux, mais se sont heurtés à des barrages routiers, où ils ont assisté à de nouveaux assassinats. Dès qu'ils ont entendu dire que l'Angola avait ouvert ses frontières, ils se sont dirigés dans cette direction.

Ces demandeurs d'asile interrogés par IRRI se sont enfuis principalement de trois localités du Sud de la province de Kasai, le long de la frontière angolaise. Cependant les événements décrits dans ce rapport reflètent les violences et les déplacements de la région du Kasai au sens large (grand Kasai) et sont intimement liés à la crise nationale dans son ensemble. La compréhension de la dynamique de ce conflit, en aidant à appréhender les répercussions locales des troubles nationaux, peut ainsi éclairer les efforts indispensables visant à prévenir l'explosion de conflits locaux similaires dans d'autres parties du pays, au moment où la situation politique se détériore en RDC.

Même si la situation humanitaire s'améliore petit à petit, aucun de ceux qui ont demandé l'asile en Angola ne s'est vu accorder le statut de réfugié. Le gouvernement angolais a restreint les libertés des demandeurs d'asile et a soumis nombre d'entre eux à des harcèlements. Plusieurs personnes interrogées ont déclaré à IRRI que des gens qui à leur avis remplissaient les conditions requises pour demander l'asile et être reconnus comme réfugiés étaient renvoyés en RDC, ce qui pourrait violer le principe de non-refoulement.

L'Angola accueille actuellement plus de 27 000 demandeurs d'asile qui ont fui les violences décrites dans ce rapport. Par ailleurs, plus de 800 000 personnes sont toujours déplacées au sein du grand Kasai, malgré un nombre de retours significatif.

Les condamnations exprimées à plusieurs reprises par les Nations Unies et d'autres acteurs internationaux à l'encontre de la violence et du rôle joué par les forces gouvernementales au Kasai ont gagné en intensité après l'assassinat de deux experts de l'ONU et la découverte de plus de 80 fosses communes dans la région. Cela a entraîné le redéploiement de la mission de l'ONU, la MONUSCO, vers cette zone, dont elle s'était retirée auparavant pour se concentrer sur les provinces du Kivu, à l'Est du pays. En juillet 2017, le Conseil des droits de l'homme (CDH) des Nations Unies a adopté une résolution qui donnait mandat à trois experts pour enquêter sur la situation au Kasai.

Cartes



Carte de la région du Kasai dont il est question dans ce rapport : principalement les provinces du Kasai, du Kasai-Central, du Kasai-Oriental, du Sankuru et du Lomami. La plupart des événements décrits de façon plus détaillée dans ce rapport se sont déroulés dans le Sud de la province du Kasai. Avant 2015, ces provinces faisaient partie de deux provinces plus vastes : le Kasai-Occidental (qui a été scindé pour former les provinces actuelles du Kasai et du Kasai-Central) et le Kasai-Oriental (scindé pour former les provinces actuelles du Kasai-Oriental, du Lomami et du Sankuru). © Wikimedia commons



Carte des principales localités où résident les demandeurs d'asile (en Angola) et dont ils sont originaires (en RDC). IRRI n'a pas été en mesure d'obtenir les coordonnées géographiques de Cinq. © IRRI 2017

Recommandations

Au gouvernement de la République démocratique du Congo :

- Remplir son devoir fondamental de protection des civils contre les graves atteintes aux droits humains commises par les milices et les forces gouvernementales ;
- Mettre fin de toute urgence aux violences et graves atteintes aux droits humains commises par ses services de sécurité, en condamnant publiquement ces actes criminels, en appelant au respect du droit congolais et international et en garantissant que les auteurs de tels abus en répondent devant la justice ;
- Adopter des mesures destinées à désamorcer la crise politique nationale, notamment la libération des prisonniers politiques, un arrêt de la répression des manifestations pacifiques et l'organisation rapide d'élections crédibles.
- Agir pour démanteler les milices, qu'elles soient alliées ou opposées au gouvernement central, tout en respectant pleinement les droits humains ;
- Enquêter sur, et le cas échéant, traduire en justice les militaires, les fonctionnaires civils et les leaders politiques qui sont responsables de graves violations des droits humains, y compris en incitant à la violence et en soutenant les milices. Veiller à ce que leur droit à un procès équitable soit respecté et que les fonctionnaires soient suspendus pendant les procédures judiciaires ;
- Enquêter sur, et le cas échéant, traduire en justice les membres des milices *Kamuina Nsapu* et *Bana Mura* qui sont responsables de graves violations des droits humains, y compris d'attaques ciblant les représentants de l'État et les civils. Veiller à ce que leur droit à un procès équitable soit respecté et que leurs conditions de détention soient conformes à la loi ;
- Collaborer pleinement avec les trois experts mandatés par le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies (CDH), afin de garantir une enquête indépendante et impartiale sur les violences, et veiller à ce que l'application de chacune de leurs recommandations fasse l'objet d'un suivi adéquat ;
- Continuer à prendre des initiatives pour favoriser la réconciliation entre les communautés, l'émergence de la paix et le dialogue non violent.

À la MONUSCO :

- Faire en sorte que ses composantes militaire et civile soient assez flexibles pour réagir rapidement et efficacement à n'importe quelle crise éclatant en RDC.

Au gouvernement de l'Angola :

- Veiller à ce que les atteintes à la protection des individus fassent l'objet d'enquêtes approfondies et que les mesures appropriées soient prises pour améliorer la sécurité des demandeurs d'asile congolais ;

- Assurer qu'aucun demandeur d'asile ne soit renvoyé ou ne se sente poussé à retourner en RDC contre sa volonté et se garder de toute déclaration ou action qui pourrait exercer une pression malvenue sur les demandeurs d'asile ou les réfugiés ;

Aux trois experts mandatés par le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies :

- Enquêter sur la chaîne de commandement, sur les structures de soutien des milices locales et sur les allégations selon lesquelles des responsables du gouvernement ont fait parvenir des armes et d'autres soutiens aux milices, et publier les résultats de ces enquêtes ;
- Suggérer des options en vue de mécanismes de justice internationaux permettant d'établir les responsabilités au cas où les auteurs des violences ne seraient pas dûment poursuivis et jugés conformément aux normes internationales dans le pays.

Aux donateurs et d'autres états:

- Doter la MONUSCO des moyens nécessaires afin de pouvoir s'occuper des violences locales et la crise politique nationale ;
- Fournir un soutien politique et autre aux experts mandatés par le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, y compris en délivrant des déclarations claires pendant les débats du Conseil sur ces rapports, et assurer que le rapport est suivi de mesures concrètes afin de soutenir la responsabilité et de sanctionner d'auteurs de graves atteintes aux droits humains ;
- Augmenter le financement de l'aide humanitaire destinée aux provinces du Kasai et contribuer à l'appel de fonds du Haut-Commissariat pour les réfugiés (HCR) au bénéfice de l'Angola ;
- Exhorter le gouvernement congolais à
 - o mettre fin aux violations des droits humains commis par ses forces de sécurité, notamment par l'armée,
 - o soutenir pleinement et assurer l'établissement des responsabilités pour les crimes commis au Kasai, et
 - o coopérer pleinement avec les trois experts mandatés par le CDH et avec toute autre enquête internationale.

Méthodologie

En octobre 2017, IRRI a mené des recherches de terrain dans la province de Lunda Norte en Angola. IRRI s'est entretenue avec 45 demandeurs d'asile congolais, dans la plupart des cas avec l'aide d'un interprète. Vingt et un entretiens ont été réalisés dans le centre de réception de Cacanda, 15 dans le camp de réfugiés de Lovua et 9 autres dans les localités de Dundo, Fucauma et Nzagi (voir la carte plus haut). Pour des raisons de sécurité et de respect de la vie privée, les noms et autres éléments qui pourraient identifier les personnes sondées n'ont pas été publiés.

La plupart des personnes avec qui IRRI s'est entretenue étaient arrivées entre mars et mai 2017, surtout en provenance de Cinq, Kamako et Sumbula. D'autres demandeurs d'asile venaient de bourgades périphériques situées près de ces trois localités, comme Shamahundu, Mwakaanga et Mahachangu. Le rapport ne contient pas d'informations sur ces autres localités car IRRI n'a pas été en mesure de confirmer ces éléments. Parmi les personnes interrogées, il y avait 19 femmes et 26 hommes.

Étant donné que les demandeurs d'asile interrogés par IRRI étaient surtout originaires de localités proches de la frontière angolaise, dans le Sud de la province du Kasai, les faits peuvent différer en ce qui concerne les autres zones de la région du Kasai. Cependant IRRI est persuadée que nombre de tendances décrits dans ce rapport sont pertinents au-delà de la situation propre à ces localités.

IRRI est consciente que les témoignages peuvent être empreints de la situation personnelle et des expériences de chaque personne interrogée. Pour atténuer cet effet, IRRI n'a inclus que les témoignages qui entraînent dans un schéma récurrent et/ou qu'elle a pu corroborer par d'autres sources. La plupart des conclusions de ce rapport sont corroborées par des rapports publiés par les Nations Unies en août 2017 et par la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (FIDH) en décembre 2017.¹

Le 2 novembre 2017, IRRI a écrit aux autorités congolaises, leur adressant un résumé des conclusions du rapport ainsi que des questions, et le 16 novembre 2017 aux autorités angolaises, mais au moment de la publication, elle n'avait toujours reçu aucune réponse.

¹ HCDH, « Rapport d'une mission du Bureau du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme – témoignages des réfugiés qui ont fui la crise de la région du Kasai, en République démocratique du Congo », août 2017, disponible sur <http://www.ohchr.org/Documents/Countries/Africa/RDCRapportsurlest%C3%A9moignagesdesrefugiesduKasai.docx> (consulté le 5 octobre 2017) (HCDH, août 2017) ; FIDH, "Massacres au Kasai : des crimes contre l'humanité au service d'un chaos organisé", Décembre 2017, disponible sur https://www.fidh.org/IMG/pdf/massacres_au_kasai_rapportfidh_dec2017.pdf (consulté le 3 janvier 2018) (FIDH 2017).

Contexte

Pour comprendre les conclusions de ce rapport, il est important de décrire comment la crise du Kasai a éclaté et comment cette crise en apparence localisée, qui a abouti à une catastrophe en termes de droits humains, de déplacements et de situation humanitaire, trouve sa place dans la crise nationale plus large qui touche toute la RDC.

Les origines de la violence

La crise du Kasai a démarré dans la chefferie de Bajila Kasanga, dans la province du Kasai-Central, mais s'est rapidement propagée dans tout le grand Kasai. En 2016, le gouvernement congolais a refusé de reconnaître Jean-Pierre (alias Jean-Prince) Mpandi en tant que *Kamuina Nsapu*, un chef coutumier local de la province du Kasai-Central, accordant sa préférence à d'autres chefs coutumiers. En RDC, les chefs coutumiers jouent un rôle considérable dans les questions foncières et culturelles, tout en nécessitant l'approbation du gouvernement central. Après que le gouvernement a refusé de le reconnaître, Mpandi s'est montré de plus en plus critique envers le gouvernement central, notamment au sujet du président Joseph Kabila et du processus électoral bloqué (voir plus loin), et a commencé à s'opposer à l'autorité de l'État.²

Après que les services de sécurité sont descendus dans son village à la recherche d'armes, en avril 2016, Mpandi les a accusés d'avoir profané des lieux sacrés et harcelé des citoyens, dont certains de ses proches. Il a mobilisé un grand nombre d'habitants des bourgades environnantes, y compris des enfants, dressé des barricades et s'est fait l'instigateur de plusieurs attaques contre des symboles de l'État.³ La situation a dégénéré. Le 12 août 2016, des membres des Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC) ont tué Mpandi et plusieurs de ses fidèles.⁴

Suite au meurtre de Mpandi, les attaques lancées par ses partisans, sous la bannière *Kamuina Nsapu*, se sont intensifiées. Ils ont organisé une série d'assauts contre des bâtiments et des agents de l'État, allant jusqu'à tuer des fonctionnaires, et s'en sont pris à des personnes accusées de pratiquer la sorcellerie (pour plus de détails sur ce point, lire l'encadré 1 plus loin).⁵ La plupart de ces partisans sont de l'ethnie Luba.

La réaction des forces de sécurité, en particulier des FARDC, était marquée par une violence disproportionnée, mise en lumière en février 2017 par une vidéo largement partagée et condamnée. Les images semblent montrer un groupe de soldats congolais en train de massacrer des civils censés appartenir à la milice.⁶ Plusieurs des officiers qui commandaient ces opérations étaient déjà connus pour leurs antécédents d'atteintes aux droits humains.⁷

Les Nations Unies ont documenté les graves atteintes aux droits humains commises par la milice *Kamuina Nsapu* ainsi que par les agents de l'État, y compris les militaires, qui ont entraîné la mort

² Sonia Rolley, « RDC : Violences au Kasai », *Radio France Internationale*, disponible sur <http://webdoc.rfi.fr/rdc-kasai-violences-crimes-kamuina-nsapu/chap-01/> (consulté le 5 octobre 2017).

³ Ibid.

⁴ H. Hoebeke, « L'insurrection du Kamuina Nsapu, un danger de plus en RDC », *International Crisis Group Commentary*, 21 mars 2017, disponible sur <https://www.crisisgroup.org/fr/africa/central-africa/democratic-republic-congo/kamuina-nsapu-insurgency-adds-dangers-dr-congo> (consulté le 5 octobre 2017) (Hoebeke, 2017).

⁵ HCDH, août 2017

⁶ J. Gettleman, « 'Look, They Are Dying' : Video Appears to Show Massacre by Congolese Soldiers », *New York Times*, 17 février 2017, disponible sur <https://www.nytimes.com/2017/02/17/world/africa/democratic-republic-congo-massacre-video.html> (consulté le 5 octobre 2017). Un groupe de soldats ont été arrêtés et plus tard condamnés, notamment pour le meurtre de civils, même si des questions restent sans réponse.

⁷ S. Rolley, « RDC : Violences au Kasai. Chapitre 2 : La réaction de l'armée », *Radio France Internationale*, disponible sur <http://webdoc.rfi.fr/rdc-kasai-violences-crimes-kamuina-nsapu/chap-02> (consulté le 5 octobre 2017).

de milliers de victimes et la découverte de plus de 80 fosses communes.⁸ En juin 2017, l'Église catholique a publié des statistiques du nombre de victimes – parmi les rares qui soient crédibles –, qui estimaient que près de 3 400 personnes avaient péri lors du conflit.⁹

Le 12 mars 2017, deux membres du Groupe d'experts des Nations Unies, Michael Sharp et Zaida Catalán, ont été assassinés lors d'une mission dans la région. La responsabilité de ces meurtres n'a pas été clairement établie. D'après un rapport du même groupe d'experts, « à la lumière des informations disponibles, on ne saurait exclure l'implication de différents acteurs (favorables ou non au gouvernement) : les factions *Kamuina Nsapu*, d'autres groupes armés et les membres des services de sécurité de l'État. »¹⁰

Depuis la province du Kasai-Central, la violence s'est propagée à la région du Kasai au sens large, gagnant du terrain notamment dans les provinces du Kasai, du Kasai-Oriental et du Lomami.¹¹ Une enquête de l'ONU a noté l'émergence d'une « *dimension ethnique plus marquée* », surtout suite à la création d'une nouvelle milice, la *Bana Mura*, constituée d'individus appartenant aux ethnies Pende, Tetela et Tshokwe.¹² Cette milice, qu'on dit soutenue par des dirigeants locaux et des officiers de l'armée, a entamé une campagne militaire dont l'objectif est d'éliminer les membres de la communauté Luba, qu'ils accusent de soutenir la milice *Kamuina Nsapu* (voir plus loin). Aussi bien les *Bana Mura* que les *Kamuina Nsapu* sont accusés de ciblage ethnique, mais selon les Nations Unies, les actions des *Bana Mura* constituent des crimes contre l'humanité.¹³

En mars 2017, le gouvernement a conclu un accord avec la famille de Mpandi, acceptant notamment la restitution de son corps, une procédure de nomination d'un nouveau chef coutumier et la libération d'opposants politiques.¹⁴ En septembre 2017, un forum de la paix a été organisé à Kananga, auquel ont assisté des chefs coutumiers de la région du Kasai et des politiciens de premier plan, dont le président Kabila¹⁵. Cependant plusieurs figures de l'opposition ont refusé de prendre part à ce forum, préférant insister sur la nécessité de traduire en justice les responsables des violences.¹⁶

Une fois passé le paroxysme de la violence, un calme relatif règne dans la région, mais des tensions persistent entre les différents groupes ethniques. Les FARDC continuent de mener des opérations

⁸ HCDH, août 2017, p. 5 & *Reuters*, « U.N. identifies 38 more mass graves in Congo's Kasai region », 12 juillet 2017, disponible sur <https://www.reuters.com/article/us-congo-violence/u-n-identifies-38-more-mass-graves-in-congos-kasai-region-idUSKBN19X1UA> (consulté le 5 octobre 2017).

⁹ A. Kasongo, « Tueries dans le Kasai : près de 3 400 morts selon l'Église catholique, Kinshasa ne se prononce pas », *Jeune Afrique*, 20 juin 2017, disponible sur <http://www.jeuneafrique.com/449434/politique/rdc-3300-personnes-mortes-kasai-selon-document-de-leglise-catholique-congo> (consulté le 3 novembre 2017). L'Église catholique est la seule source ayant publié un décompte crédible des victimes décédées lors de ce conflit.

¹⁰ Groupe d'experts de l'ONU, « Rapport final du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo », 10 août 2017, S/2017/672, disponible sur http://www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=S/2017/672/Rev.1&referer=/english/&Lang=F (consulté le 3 novembre 2017), p. 33.

¹¹ *Ibid.*, p. 32.

¹² Dans les langues locales, on parle par exemple de « Bapende » pour désigner un groupe et de « Mupende » pour désigner une personne, et de même pour les autres ethnies. Dans ce rapport, pour parler de groupes ethniques, on omettra les préfixes « Ba- » et « Mu- » dans un souci de clarté.

¹³ HCDH, août 2017, p. 5.

¹⁴ H. Hoebeke, 2017.

¹⁵ RFI, « Forum pour la paix au Kasai en RDC : des questions perdurent », 22 septembre 2017, disponible sur <http://www.rfi.fr/afrique/20170922-forum-paix-kasai-rdc-questions-perdurent> (consulté le 3 novembre 2017).

¹⁶ Secrétaire général de l'ONU, « Rapport du Secrétaire général sur la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo », S/2017/824, 2 octobre 2017, disponible sur <https://monusco.unmissions.org/sites/default/files/n1729874.pdf> (consulté le 2 novembre 2017), p. 8 (MONUSCO, octobre 2017).

militaires dans la région, qui peuvent s'accompagner de graves violations des droits humains à l'encontre des civils, étant donné leurs antécédents.¹⁷

Au-delà de l'impact direct de la violence, la crise au Kasai, une des régions les plus pauvres de RDC, a eu aussi de graves répercussions humanitaires. Environ 3 millions de personnes sont en situation d'insécurité alimentaire¹⁸, soit une augmentation de 600 % de 2016 à 2017.¹⁹ Environ 400 000 enfants risquent la malnutrition²⁰ et en octobre 2017, les Nations Unies ont déclaré que la RDC avait atteint le plus haut degré d'urgence humanitaire.²¹

Une crise majeure en termes de déplacements

La violence au Kasai, combinée à la crise humanitaire, a causé le déplacement de populations à grande échelle. 762 000 personnes sont déplacées au sein de la province du Kasai (qui est par ailleurs la province d'origine de la plupart des demandeurs d'asile en Angola) et environ 53 000 dans les provinces environnantes.²²

Même si la majorité des personnes déplacées sont demeurées à l'intérieur de la région, des villages entiers ont été déracinés, beaucoup de leurs habitants cherchant une relative sécurité dans des camps de fortune. Étant donné les risques et les autres difficultés rencontrées par les acteurs humanitaires, la satisfaction de leurs besoins élémentaires reste limitée.

Beaucoup de ceux qui vivent près de la frontière ont cherché refuge en Angola, qui accueille actuellement 27 000 demandeurs d'asile enregistrés.²³ Nombre d'entre eux avaient d'abord fui à l'intérieur de la RDC, mais ont décidé par la suite de se rapprocher de la frontière, surtout une fois que s'est répandue la nouvelle de l'ouverture des frontières aux réfugiés. De nombreuses personnes ont passé des jours, voire des semaines, du côté congolais de la frontière, dans des conditions extrêmement dures, en attendant d'être transportées, par avion ou par la route, vers les centres de réception situés près de la ville de Dundo, dans la province angolaise de Lunda Norte.

À l'origine, la plupart des demandeurs d'asile étaient hébergés dans deux centres de réception, Mussungue et Cacanda, tandis que les autres vivaient chez des familles d'accueil angolaises. Des centaines de réfugiés fuyant vers l'Angola chaque jour, les deux centres ont été rapidement surpeuplés et les acteurs humanitaires avaient beaucoup de mal à faire face à la situation. Dès qu'il est apparu clairement que la grande majorité avait peu de chances de repartir prochainement, le gouvernement angolais et ses partenaires ont ouvert un nouveau camp à Lovua, à environ 94 km à l'ouest de Dundo. (Voir carte sur p. 6) Tous les demandeurs d'asile de Mussungue ont déjà été transférés vers Lovua, tandis que les transferts vers Cacanda sont encore

¹⁷ Ibid.

¹⁸ OCHA, « Urgence complexe dans la région du Kasai, R.D. Congo », Rapport de situation n°14, 23 octobre 2017, disponible sur <https://reliefweb.int/report/democratic-republic-congo/urgence-complexe-dans-la-r-gion-des-kasa-rd-congo-rapport-de-7> (consulté le 3 novembre 2017) (OCHA octobre 2017).

¹⁹ Ibid., p. 9.

²⁰ OCHA, « DRC : More than 1 million people uprooted from their homes by lingering violence in Kasai », 25 septembre 2017, disponible sur <https://www.unocha.org/story/drc-more-1-million-people-uprooted-their-homes-lingering-violence-kasai> (consulté le 9 novembre 2017).

²¹ Norwegian Refugee Council, « UN 'Level 3 emergency' declared in DR Congo highlights scale of crisis », 23 octobre 2017, disponible sur <https://www.nrc.no/un-level-3-emergency-declared-in-dr-congo-highlights-scale-of-crisis> (consulté le 3 novembre 2017).

²² OCHA, octobre 2017. Il est cependant admis que la complexité de la situation rend de tels mouvements de population très difficiles à quantifier.

²³ HCR, « Inter-agency operational update », 3 octobre 2017, disponible sur <http://reporting.unhcr.org/sites/default/files/Angola%20Inter-Agency%20Operational%20Update%20-%2030OCT17.pdf> (consulté le 1^{er} novembre 2017).

en cours. D'autres demandeurs d'asile se trouvent dans des centres urbains comme Nzagi, Fucauma et Dundo.²⁴

Une fois que les violences ont diminué, et malgré le risque que l'instabilité s'installe à nouveau, de nombreuses personnes déplacées au sein du pays ont choisi de rentrer chez elles. Dans certaines parties des provinces du Lomami et du Kasai, il s'est produit récemment d'importants mouvements de retour des déplacés internes, qui selon les estimations d'acteurs humanitaires représentent jusqu'à 90 % de la population.²⁵ Au total, plus de 710 000 déplacés internes sont retournés au Kasai-Central, au Lomami et au Kasai-Oriental, presque la moitié du 1,4 million de personnes qui étaient déplacées auparavant.²⁶ Cependant, beaucoup sont rentrées et ont trouvé leurs domiciles incendiés et leurs possessions pillées. Elles courent toujours un risque d'insécurité, de malnutrition et de problèmes de santé.²⁷

Il y a aussi eu d'importants flux de retour depuis l'Angola vers la RDC. Une ONG congolaise a enregistré 13 406 demandeurs d'asile repartant volontairement vers le district de Kamonia dans la province du Kasai, dont beaucoup vers Kamako.²⁸ IIRI a assisté à l'enregistrement d'une dizaine de personnes candidates au retour et à leur traversée au niveau d'un poste-frontière entre Angola et RDC. Certains retours ont causé des tensions violentes dans les communautés, en raison des clivages ethniques de plus en plus prononcés dans la région du Kasai.²⁹

Le contexte national

La crise du Kasai est imbriquée dans la crise politique nationale au sens large en cours en RDC. Même si le pays a une histoire marquée par la fragilité de l'État, les conflits violents et les régimes autoritaires, la plus grande part de la crise actuelle est liée au fait que le gouvernement de RDC a reporté l'organisation des élections générales, qui étaient censées se tenir en novembre 2016. En effet, le président Kabila est arrivé au terme de son second mandat, le nombre maximum de mandats présidentiels autorisé par la Constitution. Son parti cherche donc à prolonger sa présence au pouvoir par divers moyens, notamment en reportant les élections.

Le gouvernement et la commission électorale ont mis en avant de nombreux obstacles pour justifier en quoi il était nécessaire de reporter l'organisation des élections à 2016, invoquant entre autres la situation sécuritaire dans la région du Kasai et d'autres zones du pays. Le 31 décembre 2016, la majorité présidentielle de Kabila et une grande partie de l'opposition ont signé un accord qui établissait entre autres que des élections présidentielles, législatives et provinciales devaient être organisées avant la fin de 2017 et sans la candidature de Kabila.

²⁴ IIRI publiera davantage d'informations sur la situation des demandeurs d'asile congolais en Angola dans une prochaine publication.

²⁵ OCHA, 8 septembre 2017.

²⁶ OCHA, octobre 2017.

²⁷ N. Peyton, « As fighting subsides, Congolese return home to scenes of destruction », *Thomson Reuters Foundation*, 1^{er} novembre 2017, disponible sur [http://news.trust.org/item/20171101175911-be9d6?utm_source=OCHA+ROSEA+Master+List&utm_campaign=cdbd2b7a5f-](http://news.trust.org/item/20171101175911-be9d6?utm_source=OCHA+ROSEA+Master+List&utm_campaign=cdbd2b7a5f-SEA MEDIA SWEEP 2017 +02_11&utm_medium=email&utm_term=0_319edf26b8-cdbd2b7a5f-107640149)

[SEA MEDIA SWEEP 2017 +02_11&utm_medium=email&utm_term=0_319edf26b8-cdbd2b7a5f-107640149](http://news.trust.org/item/20171101175911-be9d6?utm_source=OCHA+ROSEA+Master+List&utm_campaign=cdbd2b7a5f-SEA MEDIA SWEEP 2017 +02_11&utm_medium=email&utm_term=0_319edf26b8-cdbd2b7a5f-107640149)

(consulté le 3 novembre 2017).

²⁸ OCHA, octobre 2017, p. 2.

²⁹ MONUSCO, octobre 2017, p. 7-8.

Les préparatifs du vote ont cependant été reportés plusieurs fois depuis cet accord avec l'opposition. Par exemple la commission électorale a invoqué l'insécurité au Kasai, qui ralentit le processus d'enregistrement des électeurs, comme motif des reports constants des préparatifs.³⁰

En octobre 2017, le président de la commission électorale a annoncé que les élections ne pourraient avoir lieu avant avril 2019, étant donné qu'il fallait une période de 504 jours pour s'assurer que tous les électeurs soient enregistrés. En novembre 2017, pourtant, la commission électorale avait annoncé que les élections se tiendraient le 23 décembre 2018.³¹

L'opposition et plusieurs organisations de la société civile ont condamné à de multiples reprises le report constant des élections en tant que stratégie pour maintenir Kabila au pouvoir. À plusieurs occasions en 2016 et 2017, des manifestations ont éclaté à Kinshasa et dans d'autres grandes villes, impitoyablement réprimées par les services de sécurité. Les Nations Unies ont répertorié des dizaines de décès et d'arrestations de manifestants.³² Plusieurs leaders de l'opposition demeurent en prison ou en exil.

En plus de museler ceux qui critiquent le gouvernement, les services de sécurité congolais sont depuis des années responsables de nombreuses atteintes aux droits humains. En effet, les FARDC résultent d'un processus hétérogène d'intégration de divers mouvements armés. Une des méthodes employées pour parvenir à des accords avec des groupes armés, surtout dans l'Est, était d'offrir à leurs commandants des postes d'officiers dans l'armée et d'intégrer leurs troupes, sans tenir compte de leurs violations des droits humains passées. Or beaucoup de ces individus ont commis des atrocités ou été impliqués dans des activités commerciales illégales – surtout dans les provinces de l'Est du pays, très instables –, sans presque jamais avoir dû en répondre devant la justice.

Dans le cadre politique de la RDC, les chefs coutumiers jouent un rôle important dans les processus politiques. De par la loi, ils sont dotés du pouvoir de gérer les questions traditionnelles et culturelles, mais font aussi partie de l'appareil de l'État et doivent être officiellement reconnus par les autorités publiques.³³ La succession et la nomination des chefs coutumiers ont été marquées à plusieurs reprises par les conflits et l'ingérence de la part des politiciens locaux et nationaux, pour des motifs en lien avec le pouvoir, notamment électoraux ou économiques.³⁴ Les chefs coutumiers sont souvent bien introduits sur le plan économique, ont de l'influence et souvent un certain degré de légitimité dans leur communauté. Des questions telles que la succession et la nomination de chefs coutumiers transcendent donc souvent la dimension locale, vu leur corrélation avec d'autres sujets importants pour la politique nationale, comme les élections et la décentralisation.³⁵

³⁰ MONUSCO, septembre 2017 & A. Ross, « Congo election risks delay due to militia violence: commission president », *Reuters*, 12 mai 2017, disponible sur <https://www.reuters.com/article/us-congo-politics/congo-election-risks-delay-due-to-militia-violence-commission-president-idUSKBN1882EA> (consulté le 14 décembre 2017).

³¹ P. Ligodi & A. Mwarabu, « Congo sets presidential election for December 2018 », *Reuters*, 5 novembre 2017, disponible sur <http://www.reuters.com/article/us-congo-politics/congo-sets-presidential-election-for-december-2018-idUSKBN1D50YI> (consulté le 9 novembre 2017).

³² Lire par exemple le document de l'ONU, « DR Congo : 'Heavy-handed and irresponsible response' to protests could lead to further conflict, warns UN rights chief », 23 décembre 2016, disponible sur <http://www.un.org/apps/news/story.asp?NewsID=55869#.WgQBp2h-rIU> (consulté le 9 novembre 2017).

³³ Loi n°15/015 « fixant le statut des chefs coutumiers », 25 août 2015, disponible sur <http://www.droitcongolais.info/files/1.11.1.-Loi-du-25-aout-2015-Statut-des-chefs-coutumiers.pdf> (consulté le 9 novembre 2017).

³⁴ Lire par exemple J. Verweijen, « Customary power struggles in the Kivus : Looking beyond the local », 31 mai 2016, disponible sur <http://riftvalley.net/news/customary-power-struggles-kivus-looking-beyond-local#.WgQNcGi0PIV> (consulté le 9 novembre 2017).

³⁵ Ibid.

Violences en RDC

IRRI s'est entretenue en Angola avec des demandeurs d'asile qui avaient fui les localités de Cinq, Kamako et Sumbula. Ces trois lieux sont situés dans la province du Kasai, plus exactement dans le territoire de Kamonia, non loin de la frontière entre RDC et Angola (voir la carte en page 6).

Cinq : pas seulement des massacres ethniques

IRRI s'est entretenue avec 14 demandeurs d'asile qui vivaient à Cinq avant de prendre la fuite vers l'Angola. Ils ont expliqué que le village de Cinq était peuplée d'une dizaine de milliers de gens appartenant à de nombreuses ethnies différentes : surtout des Luba, Pende, Tchokwe et Tetela. Les habitants de Cinq, s'identifiant fortement aux personnes du même groupe ethnique qu'eux – comme ailleurs en RDC –, cette multiethnicité était source de conflits dans le village dans le passé. Malgré tout, les personnes interrogées ont déclaré à IRRI qu'avant l'arrivée de la milice *Kamuina Nsapu*, elles cohabitaient sans trop de problèmes.³⁶

Ceci a commencé à changer petit à petit lorsque la situation politique du pays s'est dégradée et que la menace des *Kamuina Nsapu*, susceptibles de déferler depuis la province du Kasai-Central, s'est faite plus imminente. Des alliances ont commencé à se former entre les Pende, les Tchokwe et les Tetela, apparemment stimulées par les chefs locaux et coutumiers, contre les Luba, qui est l'ethnie majoritaire au Kasai et celle à laquelle appartiennent la plupart des membres de *Kamuina Nsapu*.³⁷ Un enseignant a déclaré qu'il pensait que les Tchokwe ne faisaient que plaisanter lorsqu'ils ont commencé à entonner des chansons sur les Luba et leurs liens avec *Kamuina Nsapu*.³⁸

À la grande surprise, et inquiétude, de nombreuses personnes d'origine Luba, beaucoup de citoyens appartenant à ces trois groupes ethniques (Pende, Tchokwe et Tetela) ont commencé à quitter le village en mars 2017. Les Nations Unies ont ainsi rapporté que « dans le village de Cinq (parfois écrit Singe), par exemple, les habitants non Luba ont été encouragés à quitter certaines zones par les autorités locales avant une attaque, ne laissant dans les villages que ceux parlant le tchiluba. »³⁹ Malgré les propos rassurants des chefs locaux, ceux qui restaient ont commencé à se sentir nerveux, décidant de quitter à leur tour le village et de s'en aller à Tshikapa, le chef-lieu de province situé à proximité.

Pour y parvenir, toutefois, ils devaient traverser des zones contrôlées par des barrages routiers tenus par des miliciens liés aux trois groupes ethniques qui étaient déjà partis, dans le but supposé d'identifier les Luba. Un infirmier a déclaré à IRRI que lorsqu'il avait tenté de quitter Cinq, il avait été arrêté à un barrage routier par un chef local. « Le chef m'a dit : 'Ici, les Tchokwe tuent les Luba.' Il a dit que c'était parce que les Luba étaient membres de la milice *Kamuina Nsapu*. »⁴⁰ Un autre homme interrogé par IRRI a déclaré : « Les membres de ma famille qui sont partis à Tshikapa ont été tués. Ils avaient dressé des barrages et demandaient aux gens de quelle tribu ils étaient. Dès que vous disiez que vous étiez un Luba, ils vous tuaient. »⁴¹ La combinaison de ce qui semblait être des avertissements pour des membres de certaines ethnies et l'érection des barrages semble confirmer l'idée que des massacres étaient en train d'être planifiés.⁴²

³⁶ Ceci est aussi confirmé par FIDH. Voir FIDH, 2017, p. 50.

³⁷ HCDH, 2017, p. 5-6.

³⁸ Entretien d'IRRI avec un demandeur d'asile congolais, Cacanda, Angola, 12 octobre 2017.

³⁹ HCDH, 2017, p. 6.

⁴⁰ Entretien d'IRRI avec un demandeur d'asile congolais, Cacanda, Angola, 10 octobre 2017.

⁴¹ Entretien d'IRRI avec un demandeur d'asile congolais, Lovua, Angola, 16 octobre 2017.

⁴² FIDH, 2017, p. 73.

La milice *Kamuina Nsapu* a débarqué à Cinq début avril 2017. Beaucoup d'habitants se sont enfuis dans la forêt, tandis que d'autres, dans un premier temps, ont apporté leur soutien à ce groupe armé, qui leur promettait de les protéger contre les Tchokwe. Certains habitants de l'ethnie Luba, a-t-on rapporté, auraient même demandé à la milice *Kamuina Nsapu* de venir dans le village.

À leur arrivée, les membres de la milice ont annoncé qu'ils épargneraient la population mais cibleraient les militaires ainsi que les agents du gouvernement et les sorciers supposés (voir encadré 1). Certains témoins ont déclaré qu'ils réclamaient des téléphones et des cartes SIM.

Encadré 1 : Mythes et fétiches

Nombre de personnes avec lesquelles IRRI s'est entretenue se sont dites convaincues que les miliciens de *Kamuina Nsapu* employaient des pouvoirs magiques dans leur combat contre l'État congolais.⁴³

Selon les personnes interrogées, ils étaient munis des fétiches (objets censés avoir des pouvoirs magiques) et chantaient des chants contenant des messages mystiques. Dès qu'ils arrivaient dans une nouvelle zone, ils ne ciblaient pas seulement les représentants de l'État, mais ordonnaient aussi aux citoyens de leur remettre tous les fétiches en leur possession. Les citoyens qui refusaient, ou étaient accusés d'être des sorciers, couraient le risque d'être tués.

Certains pensaient même que la présence de fétiches était la raison pour laquelle les miliciens étaient venus en premier lieu. Plusieurs demandeurs d'asile ont déclaré à IRRI que quelques temps avant l'arrivée de la milice, un homme muni d'une moustiquaire blanche avait fait le tour des bourgades et demandé aux habitants de lui remettre tous leurs fétiches. Il a prévenu qu'il serait suivi par des gens qui auraient une moustiquaire rouge et emploieraient la violence pour emporter les fétiches. Beaucoup sont d'avis que les *Kamuina Nsapu*, qui portaient des vêtements rouges, étaient ces successeurs à la moustiquaire rouge.

Comme l'Encadré 2 le décrit plus en détail, les membres de cette milice devaient également se soumettre à une série de rituels pour pouvoir être tout à fait intégrés à la milice, notamment à diverses cérémonies magiques dans leur *Tshota* – qui leur sert à la fois de camp et de lieu de culte.

Lors de leurs affrontements avec l'armée congolaise, les miliciens, ainsi que de nombreux citoyens, pensaient qu'ils pouvaient utiliser des pouvoirs magiques pour repousser les soldats bien entraînés et armés. Plusieurs témoins ont raconté à IRRI que lors des combats, certains miliciens jetaient du sable qui se transformait en explosifs ou encore avalaient les balles qu'on leur tirait dessus.

Cette croyance en les pouvoirs et en la force magique des miliciens peu entraînés et mal armés avait aussi une influence sur les militaires qui se battaient contre eux, puisque ces derniers adhéraient à de nombreuses histoires qu'ils avaient entendues sur les miliciens et par conséquent avaient peur de les affronter.⁴⁴

Malgré ce genre de promesses, les miliciens, au nombre de plusieurs dizaines, ont ciblé et tué plusieurs habitants du village. Un jeune homme a décrit leur arrivée à IRRI comme suit :

⁴³ L'usage de mythes et de croyances magiques ne se limite pas au conflit du Kasai. De nombreux groupes Mai-Mai, vivant dans les provinces du Kivu, dans l'Est, emploient un mélange similaire de narrations mythologiques. Lire par exemple K. Hoffman, « Myths Set in Motion : The Moral Economy of Mai Governance » in *Rebel Governance in Civil Wars*, Cambridge University Press, 2015, p. 158-179.

⁴⁴ HCDH, août 2017, p. 15.

Ils étaient vêtus de rouge, avec un bandeau rouge sur la tête. Ils ont dit à la population : « Nous donnons trois jours à toute personne possédant des armes pour nous les apporter. Si vous êtes un militaire, apportez votre arme et votre uniforme. Si vous avez des vêtements rouges, ne les mettez pas, mais apportez-les-nous. » Toute personne qui résistait était tuée. En ma présence, quatre personnes ont eu la tête coupée. Je l'ai vu de mes yeux, ils l'ont fait avec une machette. [...] Quand nous avons vu ces décapitations, nous avons commencé à avoir peur. La seule solution était de prendre la fuite. Mais il y avait aussi ces barrages routiers tenus par les Tchokwe. Nous ne pouvions pas nous enfuir. Alors nous avons dû attendre que ça passe. Nous n'avons rien dit, nous n'avons rien fait, nous avons fait de notre mieux pour ne pas avoir l'air triste.⁴⁵

Le 24 avril 2017, une milice constituée de Tchokwe, Tetela et Pende a attaqué le village. Ils s'étaient donné le nom de *Bana Mura*, d'après une division de la garde présidentielle de Kabila. On estime que leur effectif était compris entre 300 et 500. Les *Kamuina Nsapu*, largement dépassés en nombre et subissant de nombreuses pertes, ont fui le village.

Lors des jours suivants, les *Bana Mura* sont revenus, ont encerclé le village et attaqué ceux qui étaient restés là. De nombreux interlocuteurs d'IRRI ont décrit leurs attaques systématiques et leur cruauté sans limites. Une agricultrice a ainsi déclaré à IRRI : « Ils tuaient les hommes et coupaient leurs parties génitales. Personne n'était en sécurité. [...] Ils ont tué la femme de mon cousin, qui était enceinte. Ils l'ont coupée avec une machette et ont découpé ses seins.»⁴⁶

IRRI s'est entretenue avec plusieurs demandeurs d'asile qui ont perdu des proches pendant l'assaut, dont une adolescente qui a été témoin de l'assassinat de sa mère et de ses deux sœurs, et un jeune homme qui a raconté avoir vu la milice abattre son oncle.⁴⁷ Certains ont confirmé des massacres dans un hôpital et une pharmacie qui étaient mentionnés dans un rapport des Nations Unies.⁴⁸

Un commerçant qui était à Cinq à cette période a déclaré :

Ce groupe [les *Bana Mura*] a tué beaucoup de gens. Mon beau-frère a été tué le jour où ils ont attaqué. Sa maison et tous ses biens ont été brûlés. Son fils est resté avec le corps pendant trois jours. [...] Mon beau-frère a été tué par son voisin, qui lui a dit : « Tu es un Luba, donc tu es un *Kamuina Nsapu*. »⁴⁹

Un jeune homme a expliqué à IRRI que : « Leur objectif était de se battre contre les Luba, mais c'est devenu un combat contre la population tout entière. Ils tuaient tout le monde. »⁵⁰ Ceci a été souligné par plusieurs personnes sondées, qui ont affirmé à IRRI que les miliciens ne faisaient pas de distinction avant de tuer les gens. Un jeune homme de l'ethnie Tetela, dont certains membres avaient rejoint la milice, a confirmé que les massacres se faisaient sans discernement : « Beaucoup de gens ont été tués à Cinq. Ils ont tué mes voisins, je l'ai vu de mes yeux. Ils sont venus pour tout le monde, ils tuaient n'importe qui.»⁵¹

Un enseignant a expliqué à IRRI que malgré la dimension ethnique très claire, la situation était plus complexe :

⁴⁵ Entretien d'IRRI avec un demandeur d'asile congolais, Cacanda, Angola, 12 octobre 2017.

⁴⁶ Entretien d'IRRI avec une demandeuse d'asile congolaise, Cacanda, Angola, 12 octobre 2017.

⁴⁷ Entretien d'IRRI avec des demandeurs d'asile congolais, Lovua & Cacanda, Angola, 16 & 17 octobre 2017.

⁴⁸ Également mentionné dans le rapport du HCDH. Voir HCDH, août 2017.

⁴⁹ Entretien d'IRRI avec un demandeur d'asile congolais, Lovua, Angola, 17 octobre 2017.

⁵⁰ Entretien d'IRRI avec un demandeur d'asile congolais, Cacanda, Angola, 12 octobre 2017.

⁵¹ Entretien d'IRRI avec un demandeur d'asile congolais, Lovua, Angola, 17 octobre 2017.

Je suis un Luba. Les *Kamuina Nsapu* [formés principalement de Luba] sont venus quand ils ont entendu que les Tchokwe allaient nous tuer. [Mais] la population ne soutenait pas les *Kamuina Nsapu*. Les miliciens Tchokwe, ils tuaient tout le monde, peut-être même des civils Tchokwe. Ils avaient aussi des Pende et des Tetela dans leurs rangs.⁵²

Plusieurs personnes ont déclaré à IRRI que les miliciens de *Bana Mura* étaient bien armés, avec des fusils et des machettes, certains portant même des uniformes militaires. « Les Tchokwe et les Pende collaboraient pour tuer les gens. Ils avaient des fusils de calibre 12 [utilisés en général pour la chasse]. [...] Ces gens qui se battaient, ils étaient en tenue militaire, mais ils n'étaient pas de l'armée. »⁵³

Les autorités ne sont pas intervenues pour protéger leurs citoyens lorsque les massacres ont commencé. Un homme a déclaré à IRRI que les deux policiers de Cinq, qui étaient du groupe ethnique Pende, soutenaient l'assaut. L'un d'eux aurait même filmé les événements.⁵⁴ Une personne interrogée a déclaré qu'elle avait essayé d'appeler le maire de Tshikapa, tandis que deux autres ont dit qu'elles avaient appelé des proches du gouverneur de la province de Kasai pour les alerter sur la violence et appeler à l'aide. L'une d'elles a reçu la réponse suivante : « Nous ne pouvons pas vous protéger, c'est une guerre tribale. »⁵⁵ Aucune mesure n'a été prise.

La plupart des gens n'arrivaient pas à estimer le nombre de personnes tuées. « Il y avait plein de corps les uns sur les autres. Nous n'avons pas eu le temps de tous les compter », a déclaré un habitant.⁵⁶ Un autre homme s'est rappelé qu'il avait vu une vingtaine de personnes assassinées alors qu'il fuyait le village, y compris son jeune frère, sa sœur et un enfant de 7 ans.⁵⁷ Les Nations Unies ont compilé une liste de 116 personnes qui sont supposées avoir été tuées pendant l'assaut de Cinq.⁵⁸

La quasi-totalité des habitants de Cinq qui avaient survécu ont pris la fuite. L'un d'entre eux a décrit la situation qui régnait lorsqu'il s'est enfui dans la forêt :

Je me cachais dans un fossé. Puis j'ai vu qu'il y avait une accalmie, et j'ai couru. J'ai trouvé des cadavres partout, j'ai dû marcher sur eux pour m'échapper. [...] J'ai vu plus de dix cadavres. Ça me fait encore mal quand j'y pense.⁵⁹

Après le massacre, tout objet ayant la moindre valeur a été dérobé par les *Bana Mura* et une bonne partie du village a été incendiée. Certains racontent qu'il y avait encore des gens enfermés dans leurs maisons lorsqu'ils y ont mis le feu. « Cinq est un désert désormais, il ne reste plus personne là-bas, il n'y a plus de maisons. Ils nous ont tout pris », a rapporté à IRRI un homme d'affaires qui a pu s'enfuir.⁶⁰ Des images satellite obtenues par les Nations Unies confirment la destruction massive de plusieurs villages de cette zone.⁶¹

⁵² Entretien d'IRRI avec un demandeur d'asile congolais, Lovua, Angola, 17 octobre 2017.

⁵³ Entretien d'IRRI avec un demandeur d'asile congolais, Cacanda, Angola, 12 octobre 2017.

⁵⁴ Entretien d'IRRI avec des demandeurs d'asile congolais, Lovua, Angola, 17 octobre 2017.

⁵⁵ Entretien d'IRRI avec un demandeur d'asile congolais, Lovua, Angola, 17 octobre 2017. FIDH a confirmé le fait que le gouverneur était au courant des attaques et de ses conséquences humanitaires. Voir FIDH, 2017, p. 78.

⁵⁶ Entretien d'IRRI avec un demandeur d'asile congolais, Cacanda, Angola, 12 octobre 2017.

⁵⁷ Entretien d'IRRI avec un demandeur d'asile congolais, Lovua, Angola, 17 octobre 2017.

⁵⁸ HCDH, août 2017, p. 10. D'après la FIDH, plusieurs centaines de civils auraient été sommairement exécutés à Cinq. FIDH, 2017, p. 54.

⁵⁹ Entretien d'IRRI avec un demandeur d'asile congolais, Lovua, Angola, 17 octobre 2017.

⁶⁰ Entretien d'IRRI avec un demandeur d'asile congolais, Lovua, Angola, 17 octobre 2017.

⁶¹ Images satellite du HCDH, disponibles sur

http://www.ohchr.org/SiteCollectionImages/Countries/CD/UNOSAT_Kasai.zip (consulté le 3 novembre 2017).

Kamako : atrocités de la milice, brutalité de l'armée

IRRI s'est entretenue avec 17 demandeurs d'asile en Angola qui ont assisté aux événements de Kamako, une localité située non loin de la frontière avec l'Angola qui a changé plusieurs fois de mains entre la milice *Kamuina Nsapu* et les FARDC. Le premier assaut de Kamako par la milice *Kamuina Nsapu* a eu lieu le 6 mars 2017. Des membres de la milice ont tenté de brûler le poste de police local, mais se sont enfuis lorsque les forces de sécurité ont riposté à cette attaque. Certains miliciens se sont alors repliés sur les villages environnants ; IRRI a parlé à des habitants de ces villages, qui ont déclaré les avoir vus tuer les fonctionnaires locaux et les militaires.

Quelques semaines après, le 13 avril 2017, la milice est revenue avec des renforts. Un agriculteur a décrit leur arrivée en ville :

Ils ont provoqué un grand désordre. Ils ont commencé à tuer des gens, ils les décapitaient avant de brûler les têtes dans leur Tshota [leur camp, qui est aussi un lieu de culte]. Ils ciblaient la population tout entière, n'importe qui pouvait être tué. Ils sont arrivés avec un discours qui disait : « Nous sommes ici pour protéger la population, restez calmes. » Mais leurs actes ont montré tout le contraire.⁶²

À nouveau, les militaires sont intervenus rapidement, une fois alertés. Cette fois, par contre, les miliciens ont réussi à les vaincre. Ils ont tué le commandant de la police locale, un homme nommé Dario Anzandi Joseph, lui-même accusé d'exécutions extrajudiciaires de membres présumés de la milice. Sa décapitation, dont quatre personnes interrogées par IRRI ont été témoins, a poussé de nombreuses personnes à prendre la fuite.

IRRI s'est entretenue avec un soldat démobilisé, avec le mari et la fille d'employés du gouvernement et avec l'épouse d'un ancien soldat, qui tous ont fui de Kamako vers l'Angola de peur d'être ciblés par la milice. Tous les quatre avaient été témoins d'arrestations et de décapitations de représentants de l'État par les miliciens. Ces proches de fonctionnaires exprimaient la crainte d'être ciblés eux-mêmes si les membres de la milice ne trouvaient pas leurs cibles principales.⁶³ Plusieurs autres personnes ont déclaré que les miliciens décapitaient des voleurs et des gens accusés de posséder des fétiches, connus pour être la cible de la milice.⁶⁴

Plusieurs témoins ont rapporté à IRRI avoir entendu les membres de la milice chanter « La terre est à nous » ou « Nous avons riposté contre les Tchokwe qui ont pris les armes pour tuer les Luba », ce que certains interprètent comme une menace contre les autres groupes ethniques. Cependant les avis différaient sur la question de savoir si la milice ciblait aussi les civils. Si beaucoup pensaient qu'ils ne ciblaient que les fonctionnaires, d'autres disaient par exemple :

Les miliciens ne tuaient pas que les agents de l'État, ils tuaient aussi des civils. Ils ont décapité mon oncle en ma présence. Certains citoyens étaient épargnés, surtout les Luba. Mais les [gens des ethnies] Tetela, Pende ou Tchokwe, ils étaient tués.⁶⁵

Un autre homme, un boulanger, a déclaré qu'il avait pris la fuite de peur d'être tué, vu son appartenance à l'ethnie Pende : « Quand ils sont entrés dans Kamako, ils se sont immédiatement mis à causer des dégâts et à piller la population. S'ils vous identifiaient comme quelqu'un

⁶² Entretien d'IRRI avec un demandeur d'asile congolais, Cacanda, Angola, 12 octobre 2017.

⁶³ Entretiens d'IRRI avec des demandeurs d'asile congolais, Cacanda & Lovua, Angola, 12 & 13 octobre 2017.

⁶⁴ Entretiens d'IRRI avec des demandeurs d'asile congolais, Cacanda, Angola, 12 & 14 octobre 2017.

⁶⁵ Entretien d'IRRI avec un demandeur d'asile congolais, Lovua, Angola, 13 octobre 2017.

originaire du Bandundu [une région de la RDC], comme un Tetela, un Tchokwe ou un Pende, ils vous décapitaient. »⁶⁶

Certains ont déclaré que des habitants Luba de Kamako avaient demandé à la milice de venir dans la localité et l'avaient assistée en leur indiquant qui appartenait aux autres groupes ethniques. D'après un jeune homme, c'est ce qui explique pourquoi les miliciens ciblaient certains civils :

Les *Kamuina Nsapu* ciblaient les représentants de l'État et les militaires. Mais ils avaient engagé des gens du coin qui avaient des problèmes non réglés avec d'autres citoyens. Je ne veux pas défendre les miliciens, vu qu'ils sont la cause de tous mes malheurs. Mais en fait la milice ne ciblait pas de civils, sauf si [les citoyens qui les assistaient] avaient des querelles avec eux, ou s'ils travaillaient pour l'État.⁶⁷

Après de multiples tentatives, l'armée est finalement parvenue à battre la milice en avril 2017. Des rapports font état de l'utilisation d'armes lourdes et d'exécutions aveugles d'adultes et d'enfants.⁶⁸ Au moment de l'attaque, la plupart des gens étaient déjà partis de Kamako, mais pour certains, surtout parmi les Luba, c'est cette reprise de la localité par l'armée qui les a poussés à la quitter. Un aide-maçon a expliqué pourquoi il a fui :

Ce qui m'a convaincu de partir, c'est que les militaires ont dit : « Nous tuerons les Luba, un après l'autre. Nous commencerons par cette province, nous vous tuerons tous. » Ce discours m'a vraiment inquiété. [...] Ils pouvaient accuser à tort n'importe quel Luba resté à Kamako et le tuer.⁶⁹

Par ailleurs il a accusé les militaires, intervenus pour combattre les *Kamuina Nsapu*, d'avoir commis des actes de violence sexuelle.⁷⁰ Quatre personnes interrogées ont confirmé avoir vu des soldats violer des femmes, tuer des civils ou piller des biens à Kamako.⁷¹ L'une d'entre elles a déclaré :

Les militaires sont venus pour nous protéger. Mais à peine arrivés, ils ont changé de mission et se sont mis à violer des femmes. Je l'ai vu de mes propres yeux. Les militaires ont frappé à la porte de mon ami. Ils sont entrés et l'ont menotté. Puis ils ont violé son épouse. Il ne pouvait rien faire. J'ai assisté à la scène. Ils étaient douze. Après l'avoir violée, ils lui ont inséré un bout de bois. Heureusement, elle a survécu. Ces militaires, ils étaient fous furieux parce que la milice leur avait tenu tête. Ils ont pillé et commis beaucoup de violences.⁷²

Des rumeurs circulaient selon lesquelles certains membres des *Kamuina Nsapu*, avec le temps, avaient infiltré la population générale. Cette information s'étant largement répandue, les militaires assimilaient tous les Luba à la milice et s'en servaient pour se justifier de cibler des civils.⁷³

Selon un père de cinq enfants, l'officier commandant a interdit à ses soldats de violer des femmes après que plusieurs d'entre eux avaient été accusés de viol. En conséquence de quoi, a-t-il rapporté, ces soldats ont changé de stratégie et pris ces femmes comme épouses, ce que le

⁶⁶ Entretien d'IRRI avec un demandeur d'asile congolais, Lovua, Angola, 13 octobre 2017.

⁶⁷ Entretien d'IRRI avec un demandeur d'asile congolais, Dundo, Angola, 14 octobre 2017.

⁶⁸ FIDH, 2017, p. 45.

⁶⁹ Entretien d'IRRI avec un demandeur d'asile congolais, Cacanda, Angola, 12 octobre 2017.

⁷⁰ Entretien d'IRRI avec un demandeur d'asile congolais, Cacanda, Angola, 12 octobre 2017.

⁷¹ Entretien d'IRRI avec des demandeurs d'asile congolais, Dundo & Cacanda, Angola, 14 & 16 octobre 2017.

⁷² Entretien d'IRRI avec un demandeur d'asile congolais, Cacanda, Angola, 16 octobre 2017.

⁷³ HCDH, 2017, p. 7-8.

commandant a semblé accepter.⁷⁴ Certains soldats ont été arrêtés pendant quelques jours, mais libérés sans poursuites judiciaires. Un soldat nommé Manassé, mentionné par trois demandeurs d'asile, s'est vu confisquer son arme, mais n'a jamais été arrêté.

Ceux qui ont fui Kamako sont partis en Angola ou dans des zones de la RDC proches. Beaucoup sont retournés chez eux depuis. D'après ceux qui sont rentrés, la localité est toujours intensivement occupée par l'armée.

Plusieurs répondants ont déclaré qu'avant ces événements il n'y avait pas de conflit entre les différents groupes ethniques de Kamako.⁷⁵ Cependant quelques-uns ont mentionné que des tensions couvaient depuis longtemps, tout en restant maîtrisables au quotidien. Selon un homme âgé, lui-même Pende, « entre les Pende et les Tchokwe d'une part, et les Luba d'autre part, il y a toujours eu des problèmes. Nous avons beaucoup de réticences les uns à l'égard des autres. »⁷⁶

Encadré 2 : enrôlement forcé d'enfants par *Kamuina Nsapu*

IRRI a parlé à deux enfants qui avaient été enrôlées de force par la milice et se sont enfuies en Angola lorsque l'armée a attaqué. Toutes deux visiblement traumatisées, elles ont été isolées en Angola en raison du risque qu'elles soient agressées par des personnes déplacées qui ont été victimes de cette milice et afin de les protéger de la stigmatisation qui s'ensuivrait si la communauté au sens large apprenait le rôle qu'elles ont joué.

La première, une fille de 16 ans, n'a passé que trois jours dans la milice. Elle avait été enrôlée à Kamako alors que les miliciens voulaient tuer son père. Elle a expliqué qu'elle avait été obligée de partir avec eux, de peur d'être tuée si elle refusait. Elle est alors passée par une cérémonie d'intégration. Elle a affirmé qu'elle était chargée de préparer la nourriture et n'était pas impliquée dans les combats.

Trois jours seulement après son recrutement forcé, les militaires ont attaqué Kamako. « Ils ont éliminé tous les *Kamuina Nsapu*, je l'ai vu. Il n'y a pas eu de résistance, ils sont tout de suite passés à l'assaut et ont massacré tous les *Kamuina Nsapu*. Ceux qui étaient encore vivants se sont enfuis, d'autres ont été arrêtés. »⁷⁷

Elle s'est enfuie en Angola, mais dès qu'elle est arrivée à la frontière, elle a été arrêtée et amenée à un centre de détention géré par les services de sécurité angolais, où elle rapporte avoir été violée par un soldat. Elle a été gardée pendant plusieurs mois avant d'être transférée dans un endroit sûr de Dundo.

L'autre fille, qui a seulement dix ans, a été enlevée alors qu'elle allait chercher de l'eau. Les *Kamuina Nsapu* l'ont initiée à leurs rituels et décidé qu'elle incarnerait « *La Mama* », un rôle réservé aux petites filles, qui selon eux possèdent des pouvoirs spirituels protégeant les miliciens des attaques. Elles sont censées secouer leurs jupes pour repousser les balles et on a même rapporté qu'elles buvaient le sang des victimes.⁷⁸ Elle a décrit la cérémonie d'initiation : « Ils nous ont lavés, nous ont donné des câbles et des morceaux de papier. Ils nous ont donné du pouvoir. [...] J'étais *La Mama*, j'étais censée les aider pendant les combats. Mais je n'ai jamais combattu. » Quand ils ont été attaqués, elle s'est enfuie. Sur les dix membres de la milice avec qui elle était,

⁷⁴ Entretien d'IRRI avec un demandeur d'asile congolais, Cacanda, Angola, 12 octobre 2017.

⁷⁵ C'est également ce qu'a conclu le rapport du HCDH d'août 2017. Voir p. 7.

⁷⁶ Entretien d'IRRI avec un demandeur d'asile congolais, Lovua, Angola, 13 octobre 2017.

⁷⁷ Entretien d'IRRI avec une demandeuse d'asile congolaise, Dundo, Angola, 14 octobre 2017.

⁷⁸ HCDH, août 2017, p. 59.

huit ont été tués. Elle s'est enfuie en Angola en compagnie d'un petit garçon qui avait également survécu. Elle a perdu contact avec ses parents.⁷⁹

La milice *Kamuina Nsapu* a massivement recruté des enfants dans ces rangs. D'après un rapport d'UNICEF, jusqu'à 60 % des miliciens sont des enfants, ce qui est un crime de guerre. UNICEF a enregistré plus de 500 cas dans lesquels des enfants ont été utilisés comme boucliers humains ou combattants.⁸⁰

Sumbula : « Ils tiraient sur tout le monde »

À Sumbula, la plupart des victimes sont dues à la force disproportionnée employée par l'armée congolaise lors de leurs opérations contre les *Kamuina Nsapu*, ont rapporté à IIRI huit demandeurs d'asile. L'ONU a découvert sept fosses communes probables à Sumbula.⁸¹

La milice est arrivée à Sumbula le 27 mars 2017. Comme c'était le cas dans d'autres lieux, elle a principalement ciblé les responsables de l'État. Un fonctionnaire judiciaire, par exemple, a déclaré à IIRI qu'il avait été arrêté par les miliciens : « Ils m'ont amené à leur hutte et ont voulu m'étrangler, mais j'ai été défendu par la population. Je suis resté [à Sumbula]. Ils n'ont rien détruit. »⁸²

D'autres ont eu moins de chance. Un jeune homme a ainsi déclaré à IIRI qu'il avait assisté à l'assassinat de trois membres de sa famille par la milice, d'après lui en raison de la profession de son père :

Nous nous cachions dans notre maison : moi, mes frères et sœurs et mes parents. Mais les miliciens sont entrés. Ils ont tué ma mère et mon père. Ils les ont décapités, je l'ai vu de mes yeux. Ils ont aussi tué ma sœur, qui avait cinq ans. Mon frère et moi nous sommes enfuis chacun de son côté. Ma sœur s'était endormie. Mon père était préfet à l'école.⁸³

D'après les Nations Unies, les miliciens, arrivés dans la localité bien armés et en grand nombre, ont égorgé cinq agents de police ainsi que le chef de la Direction Générale de Migration (DGM).⁸⁴

La situation a dégénéré lorsque l'armée congolaise, qui au départ avait reculé devant la milice, a attaqué Sumbula. Plusieurs témoignages ont confirmé qu'elle avait utilisé des armes lourdes et tiré sans discernement. Un père de deux enfants a déclaré :

Les *Kamuina Nsapu* ne ciblaient que les agents de l'État et ne détruisaient rien. Mais les soldats des FARDC, quand ils sont entrés dans le village, ils tiraient sur tout le monde. Ils ont détruit des biens et tué beaucoup de gens. Ils ont tué un prêtre car ils l'accusaient d'être membre de *Kamuina Nsapu*. C'était une boucherie. [...] Ils ciblaient des civils parce

⁷⁹ Entretien d'IIRI avec une demandeuse d'asile congolaise, Dundo, Angola, 14 octobre 2017.

⁸⁰ UNICEF, "Children, Victims of the Crisis in Kasai", July 2017, available at <https://www.unicef.be/content/uploads/2017/08/kasai-crisis-eng.pdf> (accessed on: 4 January 2018)

⁸¹ Jeune Afrique, "RDC : l'ONU évoque 38 nouvelles fosses communes dans le Kasai", 16 juillet 2017, disponible sur <http://www.jeuneafrique.com/457017/societe/rd-congo-lonu-evoque-38-nouvelles-fosses-communes-kasai/> (consulté le janvier 2018).

⁸² Entretien d'IIRI avec un demandeur d'asile congolais, Fucauma, Angola, 11 octobre 2017. D'autres rapports font aussi état de cas dans lesquels des fonctionnaires d'État étaient pardonnés après l'intervention de la population locale. Voir FIDH, 2017.

⁸³ Entretien d'IIRI avec un demandeur d'asile congolais, Cacanda, Angola, 16 octobre 2017.

⁸⁴ HCDH, août 2017, p.15.

qu'ils avaient besoin d'argent. Ils ont même tiré sur des gens qui enterraient des cadavres.⁸⁵

Une jeune femme a décrit comment elle s'est enfuie après que les militaires ont tué son voisin – il avait donné sa moto à la milice – et violé une femme qu'elle connaissait sous la menace d'une arme.⁸⁶ Une autre a déclaré que ses deux frères avaient été tués par l'armée :

Ils ont tué mes frères, qui avaient 16 et 18 ans. Ils les ont tués devant moi, je l'ai vu. Ils les ont trouvés dans une hutte et les ont abattus. Même quand ils ont tué mes frères, je n'ai pas eu le droit de pleurer. Ils ont brûlé les corps à l'aide d'un pneu. [...] La raison de leur comportement, c'est que la population avait bien accueilli les *Kamuina Nsapu*. Donc les militaires montraient leur colère contre la population. Ils tuaient des gens chaque jour.⁸⁷

De même qu'à Cinq, d'après une jeune mère, l'opération militaire a aussi été l'occasion, pour certaines milices d'autres groupes ethniques, de représailles contre la population Luba en réponse aux agissements des *Kamuina Nsapu* :

Les Tchokwe ont déclaré aux militaires que certains d'entre eux avaient été tués par les *Kamuina Nsapu*. Par conséquent les militaires se sont mis à massacrer les Luba. J'ai vu les Tchokwe tuer des gens, mais nous ne pouvions pas rester, nous avons dû prendre la fuite. Ils avaient des fusils de chasse et des pistolets, tandis que l'armée utilisait des armes lourdes.⁸⁸

Une femme a déclaré à IRRI que tout le monde avait quitté la localité suite à l'assaut de l'armée : « Personne n'est resté là-bas, il fallait que tout le monde parte. Il y a toujours des problèmes là-bas. Certains y sont retournés pour chercher des proches, mais ils sont repartis à nouveau. »⁸⁹

⁸⁵ Entretien d'IRRI avec un demandeur d'asile congolais, Fucauma, Angola, 11 octobre 2017.

⁸⁶ Entretien d'IRRI avec une demandeuse d'asile congolaise, Fucauma, Angola, 11 octobre 2017.

⁸⁷ Entretien d'IRRI avec une demandeuse d'asile congolaise, Nzagi, Angola, 11 octobre 2017.

⁸⁸ Entretien d'IRRI avec une demandeuse d'asile congolaise, Lovua, Angola, 17 octobre 2017.

⁸⁹ Entretien d'IRRI avec une demandeuse d'asile congolaise, Lovua, Angola, 17 octobre 2017.

Élargir la perspective

Comme on l'a vu, la violence locale dans les localités de Sumbula, Cinq et Kamako doit être comprise à la lumière de la crise politique plus large qui a lieu à l'échelle nationale, de l'implication des acteurs locaux et nationaux qui ont favorisé la violence ainsi que de la réaction internationale.

Liens avec la situation politique nationale

La région du Kasai est un bastion de l'opposition contre le président Kabila. Étienne Tshisekedi, le célèbre leader de l'opposition décédé le 1^{er} février 2017, est originaire de la province du Kasai-Central et appartient à l'ethnie Luba. Lors de la dernière élection présidentielle de novembre 2011, fortement critiquée pour ses irrégularités, Tshisekedi avait obtenu plus de 70 % des voix dans les deux provinces du Kasai (qui depuis ont été scindées en cinq provinces, voir page 6 et ci-dessous), pourtant c'est Joseph Kabila qui a été déclaré vainqueur.⁹⁰

En 2015, le gouvernement a décidé de mettre en œuvre ce qui était déjà stipulé dans la Constitution : diviser les 11 provinces de la RDC en 26 provinces au total.⁹¹ Auparavant, la province actuelle du Kasai faisait partie d'une plus vaste province, le Kasai-Occidental. Lorsque les 26 provinces ont été créées, cette dernière a été scindée en deux morceaux – désormais provinces du Kasai et du Kasai-Central.

La décision du gouvernement d'appliquer tardivement ce découpage prévu par la Constitution a été interprété par les observateurs comme une stratégie visant à affaiblir ses opposants politiques, en particulier Moïse Katumbi, alors gouverneur de la riche province du Katanga.⁹² Suite à la création de ces nouvelles provinces, le gouvernement central a apparemment nommé plusieurs nouveaux administrateurs locaux dans la province du Kasai, en majorité du groupe ethnique Tchokwe.⁹³

Les demandeurs d'asile en Angola ont souligné que les griefs non réglés liés aux élections de 2011 et le processus de décentralisation qui a suivi avaient continué à aviver des tensions dans les localités. Un homme originaire de Cinq a déclaré à IRRI :

Depuis les élections de 2011, [les Luba] disaient que Kabila devait partir et que Tshisekedi lui succéderait. Les Tchokwe n'appréciaient pas du tout. À chaque fois qu'il y avait une discussion là-dessus, ça tournait mal. Les Tchokwe soutenaient Kabila parce qu'il leur avait promis une province s'ils votaient pour lui. Il leur avait promis que c'est eux qui auraient le plus grand nombre de membres au gouvernement.⁹⁴

Une femme de Cinq a expliqué que la création d'une nouvelle province avait aggravé le conflit entre les différents groupes ethniques :

⁹⁰ *Radio Okapi*, « Présidentielle-RDC : 6 provinces sur 11 acquises à Joseph Kabila », 10 décembre 2011, disponible sur <https://www.radiookapi.net/actualite/2011/12/10/presidentielle-rdc-6-provinces-sur-11-acquis-joseph-kabila> (consulté le 6 octobre 2017).

⁹¹ G. Grossman & J. Lewis, « The Democratic Republic of Congo might break up its provinces. Then what? », dans *Washington Post*, 4 juin 2015, disponible sur https://www.washingtonpost.com/news/monkey-cage/wp/2015/06/04/the-democratic-republic-of-congo-might-break-up-its-provinces-then-what/?utm_term=.5e3a0ec050cf (consulté le 1^{er} novembre 2017).

⁹² C. Wille, « Carving Up Congo : President Kabila's Latest Ploy to Stay in Power », dans *Foreign Affairs*, 21 mai 2015, disponible sur <https://www.foreignaffairs.com/articles/democratic-republic-congo/2015-05-21/carving-congo> (consulté le 1^{er} novembre 2017).

⁹³ FIDH, 2017, p. 37.

⁹⁴ Entretien d'IRRI avec un demandeur d'asile congolais, Cacanda, Angola, 10 octobre 2017.

Lorsqu'ils ont créé ces nouvelles provinces distinctes, les Tchokwe et les Tetela ont organisé des réunions. Vu que ces tribus étaient alignées avec le PALU [Parti Lumumbiste Unifié, un parti politique qui fait partie de la majorité présidentielle] et qu'elles avaient entendu dire que Tshikapa deviendrait [le chef-lieu d'] une province, elles ont décidé de chasser tous les Luba de Tshikapa.⁹⁵

Comme décrit précédemment, la milice *Kamuina Nsapu* a également mobilisé autour d'un discours politique hostile au président et à son gouvernement. Même si la violence trouvait son origine dans un conflit local, elle s'est rapidement transformée en un défi plus général lancé contre l'autorité de l'État⁹⁶. N'importe quelle personne liée à l'État devenait par là même une cible de la milice.

Des sympathisants de partis politiques pro-gouvernementaux ont également été attaqués par ce groupe armé. Un homme d'une bourgade proche de Kamako, par exemple, a déclaré à IRRI que les *Kamuina Nsapu* l'avaient arrêté lorsqu'ils avaient trouvé chez lui un drapeau avec les symboles du PALU. Il a rapporté que les *Kamuina Nsapu* lui avaient dit : « C'est le PALU qui a renforcé Kabila. » Ils l'ont amené à leur quartier général à Kamako, dont il a réussi à s'échapper lorsque la milice a pris la fuite après un assaut militaire sur le village.⁹⁷ Des dirigeants du PALU ont aussi été accusés de soutenir l'organisation des milices *Bana Mura*.⁹⁸

En outre, lorsque la milice *Kamuina Nsapu*, composée en majorité de gens du groupe ethnique Luba, a commencé à semer le chaos dans le grand Kasai, d'autres groupes ethniques, stimulés par des chefs locaux et coutumiers, se sont mis à menacer les Luba des localités d'origine des demandeurs d'asile, même avant que la milice n'arrive là-bas. Un homme de Cinq a déclaré à IRRI : « Les Tchokwe ont dit : 'Nous voulons que tous les Luba s'en aillent. Ils veulent prendre notre province.' [...] Quand il y a eu la guerre à Kananga, quand les *Kamuina Nsapu* ont commencé à tuer les gens, ils ont dit : 'Vous, les Luba, vous ne pouvez pas rester ici.' »⁹⁹

Beaucoup ont fait le lien entre les chefs locaux qui soutenaient la milice *Bana Mura* et le gouvernement, voire directement Kabila. Certains disaient qu'ils étaient délégués par le président, qu'ils avaient son soutien direct ou qu'ils étaient ses partisans fervents. Un réfugié a expliqué à IRRI que ce genre de politiciens utilisaient la dimension ethnique pour leur propre bénéfice politique : « Le conflit politique a stigmatisé cette question ethnique. Les questions politiques se cachent derrière elle et l'exacerbent. Ce genre de conflits a toujours existé, mais pas comme aujourd'hui. »¹⁰⁰

Responsabilité individuelle

De nombreux demandeurs d'asile avec qui IRRI s'est entretenue en Angola ont cité des noms de représentants de l'État impliqués dans les graves atteintes aux droits humains commises à Cinq, Kamako et Sumbula.

Neuf demandeurs d'asile venus de Cinq ont mentionné Muyej, un chef coutumier à la tête du groupement¹⁰¹ de même nom, comme principal organisateur de la milice *Bana Mura* et instigateur des massacres commis là-bas. Ils l'accusaient d'avoir organisé la distribution d'armes et

⁹⁵ Entretien d'IRRI avec une demandeuse d'asile congolaise, Cacanda, Angola, 11 octobre 2017.

⁹⁶ Hoebeke, 2017.

⁹⁷ Entretien d'IRRI avec un demandeur d'asile congolais, Cacanda, Angola, 14 octobre 2017.

⁹⁸ FIDH, 2017, p. 71.

⁹⁹ Entretien d'IRRI avec un demandeur d'asile congolais, Lovua, Angola, 17 octobre 2017.

¹⁰⁰ Entretien d'IRRI avec un demandeur d'asile congolais, Cacanda, Angola, 10 octobre 2017.

¹⁰¹ Une entité administrative locale.

d'uniformes et encouragé les membres de cette milice. D'après certains, il a été arrêté, mais IIRRI n'a pas pu vérifier cette information.

Toujours d'après ces allégations, il était assisté de deux fonctionnaires, l'un qui travaillait pour la DGM et l'autre pour l'Agence Nationale de Renseignement (ANR). Ces deux agences, en particulier l'ANR, ont régulièrement été accusées d'être impliquées dans des atteintes aux droits humains dans tout le pays.

D'après FIDH, des autorités locales, des membres des forces de sécurité et des chefs coutumiers ont organisé des réunions pour planifier et inciter les massacres à Cinq et dans d'autres endroits.¹⁰² Plusieurs personnes qui ont parlé à IIRRI ont également mentionné la possibilité que des politiciens provinciaux et nationaux soient impliqués, y compris des ministres et des députés. Ils auraient joué un rôle dans la préparation et l'instigation des violences. Un homme a même déclaré qu'il avait vu des membres du parlement distribuer des armes aux citoyens, utilisées par la suite pour massacrer des civils : « Quand ces armes ont débarqué à Tshikapa, j'étais là. Je les ai vu, les députés [...]. Nous pensions que c'était des armes pour la chasse. »¹⁰³ IIRRI n'a pas pu confirmer ces accusations, mais les Nations Unies ont confirmé que des dirigeants locaux avaient soutenu les opérations des *Bana Mura* et utilisé la population pour mener ces opérations par procuration.¹⁰⁴

Des demandeurs d'asile ayant fui Kamako ont mentionné les abus commis par un officier de police connu sous le nom de capitaine Dario, qui plus tard a été tué par la milice *Kamuina Nsapu*. Une ancienne fonctionnaire judiciaire, par exemple, a déclaré à IIRRI :

Il y avait trois hommes dévêtus au bord de la rivière. Alors le capitaine Dario a attrapé un bandeau rouge et a déclaré que les trois hommes étaient des *Kamuina Nsapu*. Il leur a mis ces bandeaux rouges sur la tête et détruit leurs cartes d'électeurs [utilisées comme document d'identité en RDC]. Il les a accusés d'être de la *Kamuina Nsapu*. Puis il les a tués.¹⁰⁵

Plusieurs autres noms, y compris ceux de commandants des FARDC, ont été mentionnés par d'anciens habitants de Kamako et Sumbula, mais IIRRI n'a pas pu corroborer leur implication dans les atrocités.

Le 6 juillet 2017, huit militaires ont été condamnés à des peines de prison allant de 12 ans à la perpétuité pour avoir tué des civils dans la région du Kasai. Un autre militaire a été acquitté. Ils étaient poursuivis suite à la publication d'une vidéo les montrant en train de tirer sur des civils armés de matraques, et de les tuer, dans la ville de Mwanza Lomba.¹⁰⁶ Le bureau des Nations Unies en RDC a critiqué la décision de l'État de ne pas les poursuivre pour crimes contre l'humanité.¹⁰⁷

¹⁰² FIDH, 2017, p. 47.

¹⁰³ Entretien d'IIRRI avec un demandeur d'asile congolais, camp de réfugiés de Cacanda, Angola, 10 octobre 2017. FIDH a confirmé l'implication des membres du parlement et d'autres politiciens dans l'organisation des *Bana Mura*. FIDH, 2017, p. 71.

¹⁰⁴ HCDH, août 2017, p.5.

¹⁰⁵ Entretien d'IIRRI avec une demandeuse d'asile congolaise, Cacanda, Angola, 14 octobre 2017.

¹⁰⁶ *Jeune Afrique*, « RDC : lourdes peines pour les militaires accusés de meurtres de civils dans le Kasai », 6 juillet 2017, disponible sur <http://www.jeuneafrique.com/454955/societe/massacres-kasai-huit-militaires-congolais-condamnes-a-de-lourdes-peines-de-prison> (consulté le 1^{er} novembre 2017).

¹⁰⁷ AFP, « UN denounces DR Congo tribunal's decision in Kasai trial », 26 juin 2017, disponible sur <http://www.dailymail.co.uk/wires/afp/article-4640522/UN-denounces-DR-Congo-tribunals-decision-Kasai-trial.html> (consulté le 1^{er} novembre 2017).

Plus de 270 personnes suspectées d'être membres de *Kamuina Nsapu* ont été arrêtées depuis le début de la crise et sont actuellement en détention. Très peu de procès ont démarré et leurs conditions de détention ont été critiquées par les groupes locaux de défense des droits humains.¹⁰⁸

Réagissant aux procès des membres de *Kamuina Nsapu* et des FARDC dans les provinces du Kasai-Central et du Kasai-Oriental, un rapport de l'ONU a critiqué le fait que ces procès « n'ont pas abouti à la condamnation des fonctionnaires responsables des crimes commis au titre de la responsabilité du supérieur hiérarchique. »¹⁰⁹ IRRI a demandé par courrier des informations complémentaires sur d'autres éventuels procès contre des miliciens ou membres des forces de sécurité, mais n'avait pas de réponse au moment de la publication de ce rapport.

Réaction internationale

Suite aux violences, la MONUSCO a renforcé sa présence dans la zone, déployant des équipes civiles et policières dans les principales villes du grand Kasai et des troupes de maintien de la paix dans les trois grandes villes de la région, Tshikapa, Mbuyi-Mayi et Kananga. Un examen stratégique de la MONUSCO a loué la réactivité de la mission, ainsi que sa capacité à « rétablir une présence ferme dans une zone dont elle s'était largement retirée, afin d'empêcher que la situation ne se dégrade encore. »¹¹⁰

Même si cette réduction supposée des menaces et de l'insécurité est appréciable, il aurait sans doute été plus efficace de déployer la MONUSCO au plus fort des violences pour prévenir leurs répercussions dramatiques en termes de coût humain. La plupart des demandeurs d'asile interrogés n'avaient perçu aucune présence de la MONUSCO. L'un d'entre eux a déclaré : « La MONUSCO est arrivée beaucoup trop tard. Beaucoup de gens avaient déjà été tués ou avaient quitté la région lorsqu'elle est passée. »¹¹¹

Dans sa réaction officielle aux violences du Kasai, la MONUSCO mentionnait la décision du Conseil de sécurité de l'ONU en 2014 de redéployer ses ressources vers l'Est de la RDC ainsi qu'« une réduction drastique de ses effectifs militaire et civil [affectant] la présence [de la Mission] à Kananga. »¹¹² Étant donné les coupes dans le budget de la mission après le dernier renouvellement de son mandat en mars 2017, il est probable que la situation empire à ce sujet.

En juin 2017, le CDH a décidé d'envoyer une équipe d'experts internationaux en RDC pour enquêter sur les violations des droits humains et du droit humanitaire international. Leurs conclusions doivent être transmises aux autorités judiciaires congolaises et présentées à la session de juin/juillet 2018 du CDH.¹¹³ Une coalition d'ONG, dont IRRI, avaient appelé à la mise

¹⁰⁸ Radio Okapi, « L'OCDH dénonce la détention prolongée des présumés miliciens *Kamuina Nsapu* à la prison de Kananga », 21 octobre 2017, disponible sur <https://www.radiookapi.net/2017/10/21/actualite/justice/locdh-denonce-la-detention-prolongee-des-presumes-miliciens-kamuina> (consulté le 3 novembre 2017).

¹⁰⁹ Septembre 2017

¹¹⁰ MONUSCO, septembre 2017

¹¹¹ Entretien d'IRRI avec un demandeur d'asile congolais, camp de réfugiés de Cacanda, Angola, 10 octobre 2017.

¹¹² MONUSCO, « La MONUSCO condamne fermement la violence persistante dans les provinces du Kasai », 11 février 2017, disponible sur <https://monusco.unmissions.org/la-monusco-condamne-fermement-la-violence-persistante-dans-les-provinces-du-kasa%C3%AF> (consulté le 9 novembre 2017).

¹¹³ HCDH, « Le Conseil adopte onze résolutions, dont l'une demandant l'envoi d'une équipe d'experts internationaux dans les régions du Kasai », 23 juin 2017, disponible sur <http://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=21799&LangID=F> (consulté le 2 novembre 2017).

en place d'une commission d'enquête.¹¹⁴ En juillet 2017, le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme a nommé une équipe de trois experts expérimentés pour prendre la tête de l'enquête¹¹⁵

¹¹⁴ IRRI et al, « RD Congo : L'ONU devrait enquêter sur les violences au Kasai », 1er juin 2017, disponible sur <http://refugee-rights.org/wp-content/uploads/2017/07/DR-Congo-Kasai-Violence-20170531-FR.pdf> (consulté le 2 novembre 2017).

¹¹⁵ Reuters, « UN names 3 rights experts to probe mass killings in Congo », 26 juillet 2017, disponible sur <https://www.reuters.com/article/us-congo-violence-un/u-n-names-3-rights-experts-to-probe-mass-killings-in-congo-idUSKBN1AB1D0> (consulté le 2 novembre 2017).

Conclusion

Les demandeurs d'asile congolais en Angola ont subi de terribles atrocités dans les localités de Cinq, Kamako et Sumbula, dans le Sud de la province du Kasai en République démocratique du Congo. Cette région qui était autrefois une des plus calmes de la RDC est désormais marquée par la violence, les déplacements et une crise humanitaire qui ne cesse de s'aggraver.

Cette situation aurait pu être évitée. Si les autorités avaient mieux géré leur litige avec un chef coutumier, si elles avaient opté pour le dialogue plutôt que pour une action militaire disproportionnée, la mobilisation de ses partisans, devenue la milice *Kamuina Nsapu*, n'aurait pas eu l'effet dévastateur que l'on sait. Si l'armée congolaise avait choisi des opérations ciblées au lieu d'user d'une force brutale et sans discernement, aussi bien contre la milice mal armée que contre les civils, de nombreuses morts auraient été évitées.

Si les fonctionnaires locaux et provinciaux avaient protégé leurs citoyens au lieu d'ignorer les assauts de la milice *Bana Mura* sous prétexte qu'il s'agissait d'un conflit local et tribal, et pire encore, s'ils n'avaient pas soutenu activement la milice, aucun des crimes supposés contre l'humanité n'aurait pu être commis. Si la MONUSCO avait pu maintenir sa présence dans la région, elle aurait sans doute été capable de réagir plus vite et plus efficacement, afin de mettre en œuvre son mandat de protection des civils.

Tous ces manquements ont conduit à de possibles crimes contre l'humanité dans la région du Kasai.¹¹⁶ Il est indispensable que les responsabilités de ces crimes internationaux soient établies afin de prévenir que de tels crimes soient commis à nouveau, aussi bien dans ces localités que partout ailleurs dans la région, de dissuader les acteurs politiques et militaires de provoquer des conflits similaires dans d'autres parties du pays et de permettre aux citoyens, surtout ceux qui envisagent de retourner chez eux, de retrouver nouveau un niveau de confiance minimal en les institutions de leur pays. À ce jour, malheureusement, ce point n'a connu presque aucune avancée.

Cette violence n'était pas seulement l'explosion spontanée de querelles ethniques – elle a été renforcée et même organisée par des individus liés aux élites et aux institutions provinciales et nationales. Il existe des liens irréfutables entre la dynamique locale de ce conflit et la crise politique plus large. Alors que la crise politique nationale continue à empirer, alors que les forces de sécurité commettent toujours autant d'abus et que les personnalités influentes manipulent la dynamique ethnique pour leur propre bénéfice politique, il y a d'autant plus de risques que se produisent de nouveaux conflits locaux et de nouvelles crises de déplacement.

Il est grand temps de s'atteler à résoudre ces problèmes. Les autorités congolaises doivent prendre de toute urgence des mesures pour mettre fin à la crise politique, s'occuper des violations des droits humains commis par les services de sécurité et coopérer avec les enquêtes internationales. Les acteurs internationaux doivent exercer sur elles des pressions pour qu'elles prennent des mesures en ce sens et dans le cas contraire, veiller à ce qu'elles subissent de véritables conséquences. Ils doivent aussi améliorer les capacités de réponse rapide de la MONUSCO dans tout le pays. Tant que de telles mesures ne sont pas en place, des conflits similaires risquent d'éclater dans d'autres régions du pays. Des milliers d'autres personnes

¹¹⁶ HCDH, 2017, p.17.

trouveront alors la mort ou seront déplacées et les acteurs internationaux devront continuer à financer de graves urgences en RDC et dans les pays voisins qui accueillent ses réfugiés.